



« Les gardes de nuit » : au cœur du réseau local qui riposte aux attaques des colons israéliens

Description

Découvrez ce réseau local de volontaires palestiniens qui passent leurs nuits à défendre leurs villages de Cisjordanie contre la violence croissante des colons israéliens.

Par Majd Jawad, le 27 avril 2026



Des Palestiniens masqués assurent la garde de nuit pour repousser les attaques des colons israéliens, au sud de Naplouse, le 1er mars 2023. (Photo : Nasser Ishtayeh/SOPA Images via ZUMA Press Wire/APA Images)

Sous la lune de minuit, au sommet de la montagne qui surplombe le village de Sinjil, les habitants brandissent des lampes de poche, envoyant des signaux vers les collines de l'autre côté de la vallée. Ces faisceaux lumineux, associés aux lumières qui entourent une petite tente de veille habituellement utilisée comme décoration pendant le ramadan, font office de système d'alerte pratique. C'est le signe que le village est éveillé et vigilant.

« Tu vois cette lumière ? », demande doucement l'un des jeunes hommes en pointant du doigt une lueur vacillante sur la colline en face. J'acquiesce. Pendant un instant, personne ne parle. Le vent est cinglant à cette altitude, et en contrebas, le village est plongé dans l'obscurité totale.

« Ça veut dire qu'ils sont là », dit-il. « Qu'ils veillent, comme nous. »

Alors que la fréquence des attaques des colons contre les communautés palestiniennes atteint des niveaux sans précédent, en l'absence de réponse officielle aux risques croissants dans la Cisjordanie occupée, des groupes de bénévoles locaux, connus sous le nom de comités de protection ou de « gardes de nuit », se sont imposés comme la première ligne de défense contre ces violences quasi quotidiennes. Le groupe de jeunes organisant des patrouilles de nuit à Sinjil en fait partie.

La tente elle-même est modeste, une fine toile tendue sur des poteaux métalliques, ses bords alourdis par des pierres pour résister au vent. Elle est pourtant devenue la ligne de front du village.

Des chaises en plastique sont alignées sur ses côtés, et un chargeur de téléphone commun est suspendu à un branchement électrique de fortune, alimentant les appareils qui permettent au village de rester connecté toute la nuit. Comme les autres personnes qui se rassemblent ici, les hommes oscillent entre fatigue et vigilance, jonglant entre leur travail de jour et l'obligation de rester éveillés jusqu'à l'aube.

« Depuis le début de l'année dernière, avec l'intensification des attaques contre Sinjil, nous avons jugé nécessaire de former un comité composé principalement de volontaires », explique R.M., un participant régulier du village. « Nous devons organiser les tours de garde plus efficacement et passer d'un mode de *fazâ'a* à un système plus structuré. »

Ce que R.M. appelle « *fazâ'a* » est un terme familier palestinien pour désigner l'initiative dont un groupe de personnes se précipite au secours d'autres membres de la communauté, expression organique et spontanée de l'entraide entre Palestiniens. Dans le contexte de l'escalade des pogroms menés par les colons, les autres membres de la communauté constituent pratiquement la seule protection dont disposent les Palestiniens face aux colons juifs israéliens violents, qui [continuent de tuer des Palestiniens](#) dans les villes de Cisjordanie.

Depuis le début de l'année, plus de 260 Palestiniens ont été blessés lors d'attaques menées par des colons israéliens, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), soit trois fois plus que la moyenne mensuelle de 30 à 105 blessés par mois enregistrée en 2023.

R.M. affirme qu'à Sinjil, ces attaques sont devenues quasi quotidiennes. « Il était illogique de continuer avec la même approche pour défendre notre peuple et nos terres », explique-t-il.

En juillet 2025, une attaque de grande ampleur menée par des colons près de la ville a fait deux morts parmi les Palestiniens et au moins 58 autres [blessés](#). Depuis lors, les témoignages locaux indiquent un changement radical dans la fréquence des attaques, passant d'environ un incident par mois avant le 7 octobre à des agressions quasi quotidiennes contre le village.

« À quelle fréquence cela se produit-il maintenant ? », je demande.

R.M. laisse échapper un petit rire. « On ne compte plus comme ça », dit-il. « On compte les nuits calmes. » Il marque une pause. « Et il n'y en a pas beaucoup. »

Auparavant, les volontaires comptaient sur un *fazâ'a* particulier chaque fois qu'une attaque se produisait, pour informer les voisins et les connaissances. Mais à mesure que les attaques devenaient plus violentes et fréquentes, il est devenu essentiel de mettre en place des comités chargés de l'alerte précoce, de la surveillance et de l'observation, permettant ainsi au village de rassembler et de défendre ses habitants non armés.

« Dès que nous repérons les colons qui attaquent, nous prévenons les habitants via WhatsApp ou makhshir (talkies-walkies) », explique R.M., précisant que ce mécanisme de protection repose simplement sur la sécurité du nombre. « La mission première de la tente n'est pas d'attaquer ; nous ne disposons pas d'outils ou d'armes comparables à ceux des colons. Au lieu de cela, nous veillons à ce que nos corps soient toujours présents dans les zones susceptibles d'être prises pour cible, afin de dissuader une attaque avant même qu'elle ne commence. »

Un son de notification soudain vient rompre le silence. L'un des hommes prend son téléphone, lit rapidement le message, puis lève les yeux.

« Du mouvement », dit-il.

Personne ne panique, mais l'atmosphère change. Deux d'entre eux attrapent des lampes de poche et sortent dans l'obscurité.

Ils reviennent et discutent longuement des difficultés et des dangers qui les entourent. « Les attaques surviennent toujours de manière inattendue », ajoute R.M. « Les Palestiniens sont souvent endormis, généralement après minuit, ou absents pour aller travailler, soit à l'extérieur du village, soit aux champs. Les assaillants sont généralement lourdement armés, et notre réaction est entièrement spontanée. »

La première nuit du ramadan, le comité de Sinjil a été pris au dépourvu par une attaque d'une vingtaine de colons, qui a fait un blessé parmi ses membres et entraîné l'arrestation d'autres pour une semaine, durant laquelle ils ont systématiquement battus. Dans le même temps, l'armée a démantelé et confisqué la tente du comité, selon le récit de R.M.

À la suite de cela, les volontaires ont poursuivi leur travail en effectuant des quarts de nuit en plein air pendant plusieurs mois, exposés au froid et à l'obscurité, jusqu'à ce que les habitants du village fassent un don collectif et aident à reconstruire une autre tente pour reprendre leur surveillance. Leur travail se poursuit, tout comme les attaques des colons.

Une tradition renouvelée

L'émergence de comités de protection populaires dans les villages palestiniens ne reflète pas seulement une similitude avec les formes passées d'action collective, mais aussi la poursuite d'une tradition profondément enracinée d'auto-organisation communautaire qui remonte à la première Intifada, bien que dans des conditions politiques radicalement différentes.

« Malgré le contexte politique différent, notre expérience historique de la première Intifada est similaire à celle des comités d'aujourd'hui », a déclaré à *Mondoweiss* R.S., une membre d'un comité populaire du camp de réfugiés de Jénine. Elle vit désormais dans le quartier al-Jabriyat à Jénine, après que les résidents du camp de réfugiés ont été expulsés de force et [n'ont pas été autorisés à revenir](#).

Entre 1987 et 1993, la [première Intifada](#) a été menée au quotidien. Sous le coup des couvre-feux, des bouclages et de la menace constante d'arrestation, les Palestiniens ont mis en place leurs propres systèmes pour survivre. Des comités locaux ont vu le jour dans les quartiers, les villages et les camps de réfugiés, organisant la distribution de nourriture, dispensant des cours clandestins lorsque les écoles étaient fermées et fournissant une aide médicale de base lorsque l'accès aux soins était bloqué.

R.S. prolonge le souvenir. « Cela a fourni de nombreux modèles de travail communautaire et de ténacité. Personne n'avait faim à l'époque ; toute personne dans le besoin trouvait quelqu'un pour aider et lui donner un coup de main. De nombreux habitants ont offert leurs maisons, leurs mosquées et leurs clubs à ceux qui avaient été déplacés du camp. Personne ne dormait à la belle étoile. »

« C'est différent maintenant », ajoute-t-elle doucement. « Mais c'est aussi pareil. »

Selon la Commission de résistance à la colonisation et au mur, un organisme officiel aligné sur l'Autorité palestinienne qui documente l'activité de colonisation israélienne, la dernière vague de comités de protection remonte à 2015, principalement à la suite du terrible [incendie criminel de Duma](#). Cet attentat avait coûté la vie à des membres de la famille Dawabsheh, dont Ali, âgé de 18 mois, et ses deux parents.

« La nécessité de gardes de nuit est apparue clairement comme un moyen de prévenir les attaques des colons », explique Amir Daoud, directeur de la documentation à la Commission, à *Mondoweiss*. « À ce stade, une coordination s'est mise en place avec les forces locales et étudiantes, et un petit nombre de comités ont été formés dans les villages les plus exposés aux attaques, avec un soutien logistique minimal, comme des outils de communication. »

Un exemple bien connu est celui des [unités de confusion nocturne](#) dans des endroits comme le village de Beita et lors de la bataille pour Jabal Sabih. Ce modèle est toutefois resté restreint jusqu'au 7 octobre, date à laquelle, selon Daoud, la violence des colons s'est fortement intensifiée en Cisjordanie, redéfinissant le rôle de ces comités. Ce qui était au départ que des initiatives locales de gardes de nuit s'est transformé en un système plus large de protection communautaire, notamment contre les tentatives répétées d'incendies criminels nocturnes visant des habitations. « Cela a contribué à la diffusion du modèle des comités dans de nombreuses communautés », ajoute-t-il.

Mais leur rôle, souligne Daoud, va au-delà de la protection immédiate. Dans un contexte où la violence est souvent sous-déclarée ou contestée, ces comités sont devenus une forme de documentation sur le terrain et de responsabilisation publique. « Ces comités transmettent la situation telle qu'elle est, instant par instant, depuis l'intérieur des villages et des zones menacées, ce qui nous donne la capacité d'agir juridiquement et dans les médias avec rapidité et efficacité. Sans cette présence populaire, de nombreuses violations resteraient invisibles ou difficiles à prouver. Pour nous, ils constituent un élément essentiel du système de résistance, et non pas simplement un outil organisationnel. »

Leur structure, a-t-il noté, est volontairement hétérogène et adaptée localement plutôt que centralisée. Chaque village s'organise en fonction de sa géographie et des menaces spécifiques auxquelles il est confronté, qu'il s'agisse de routes de colons, de la proximité d'avant-postes ou de cycles de raids. Alors que certaines communautés fonctionnent avec un soutien externe et des outils de coordination plus avancés, d'autres s'appuient sur des ressources minimales, reflétant un système de protection fragmenté mais adaptatif.

Mais si l'éthique de la solidarité collective et du « sumud » reste intacte, les outils ont fondamentalement évolué. Ce qui était autrefois organisé par le biais de tracts, de grèves et de mobilisations directes est désormais orienté vers des infrastructures numériques permettant une coordination en temps réel et une documentation immédiate. Cette transformation a introduit une nouvelle dimension cruciale : la capacité à traduire les expériences locales de violence en récits visibles à l'échelle mondiale.

« Les réseaux sociaux ont redéfini la nature du travail collectif au sein des comités de protection », a déclaré R.S., membre du comité de Jérusalem. « On s'appuie fortement sur des applications comme WhatsApp et Telegram pour la coordination instantanée, que ce soit pour signaler les mouvements de colons ou organiser des gardes de nuit. » Ce type de communication instantanée confère aux comités une grande capacité de réaction rapide et réduit le besoin de structures organisationnelles complexes. « N'importe qui peut faire partie du réseau », a-t-elle ajouté.

Travailler avec moins de moyens et partager la charge

Même s'ils tirent parti des technologies numériques, les comités de protection locaux restent paralysés par des ressources limitées et un terrain imprévisible.

Une étude menée par une ONG locale, la Fondation palestinienne pour la promotion du dialogue mondial et de la démocratie, met en évidence les défis auxquels sont confrontés les clubs de jeunes, les organisations de base et les comités de quartier et de bénévoles, notamment le manque de ressources logistiques, d'équipements de protection individuelle et de matériel de pointe, ce qui place les bénévoles dans une situation très défavorable.

Ces groupes ont également été victimes de harcèlement et d'attaques de la part des colons et de leur armée, y compris de tirs directs visant des bénévoles effectuant des patrouilles de nuit. Dans le village de Beit Lid, à l'est de Tulkarem, qui a subi des attaques répétées de colons, les comités ont été confrontés à une forme inattendue de perturbation. Des jeunes hommes du village ont rapporté avoir reçu soudainement, dans leurs groupes WhatsApp, des messages qui

semblaient provenir du téléphone d'un autre volontaire qui avait arrêté plus tôt dans la nuit par les forces israéliennes. Ces messages mettaient en garde contre tout rassemblement ou tentative de mobilisation en réponse à l'attaque.

« Ces messages ont semé la confusion et l'incertitude au sein des groupes, les membres essayant de déterminer s'ils étaient authentiques ou envoyés sous la contrainte », explique A.S., un membre des comités. « Il est apparu par la suite aux personnes concernées que le téléphone avait été utilisé pendant sa détention, transformant un outil de coordination en un moyen d'intimidation. »

Malgré cette perturbation, les comités ont progressivement repris leur coordination, en adaptant leurs pratiques de communication avec plus de prudence et de vérification. Cet épisode a mis en évidence non seulement les risques physiques auxquels sont confrontés les bénévoles, mais aussi l'évolution des méthodes utilisées pour entraver et retarder la réponse collective.

Entraide

Les comités interviennent également en proposant des mesures d'entraide pour faire face aux conséquences d'une attaque de colons. Plutôt que de laisser les bénévoles touchés supporter seuls l'intégralité des dommages, le comité répartit ce fardeau entre l'ensemble de la communauté, considérant ces pertes comme une charge sociale et économique commune.

La ville de Qaryut en est un exemple : elle a mis en place un fonds communautaire d'indemnisation pour les personnes touchées par les attaques de colons. « Nous avons constitué un comité de huit personnes et réparti les tâches entre elles », explique S.A., membre du comité. « Certains membres sont chargés de la surveillance et de l'organisation, d'autres de l'évaluation des dégâts causés par les attaques afin de faciliter l'indemnisation, et d'autres encore du système d'alerte précoce destiné aux habitants du village. »

Ce mécanisme d'indemnisation, explique-t-il, a été créé pour garantir que les pertes ne soient pas supportées uniquement par les victimes. « L'idée est que personne ne devrait avoir le sentiment que ce qui s'est passé ne concerne que lui », précise-t-il, expliquant que cette initiative entièrement autofinancée vise à apporter un soutien financier pour les biens endommagés, les terres agricoles brisées et les familles touchées.

Ce système a été activé en réponse aux attaques répétées des colons à Qaryut, notamment un raid en septembre 2024 au cours duquel deux Palestiniens ont été blessés, et une attaque en mars 2026 dans des villages voisins qui a fait trois blessés et causé un incendie de plusieurs véhicules et biens municipaux. Les habitants affirment que la violence des colons a maintes fois combiné des agressions physiques à des dégâts agricoles et matériels à grande échelle. Outre une compensation financière, le fonds fournit également des soins médicaux et des produits de santé de base aux personnes blessées lors des attaques en cours, renforçant ainsi un système plus large de résilience communautaire face à la violence répétée des colons.

Partout en Cisjordanie, chaque communauté a improvisé sa propre version de ce système, en utilisant des outils différents, sur des terrains différents, et en assumant des risques différents.

Mais la logique est la même partout : en l'absence de toute protection venant d'en haut, la seule chose qui se dresse entre un village palestinien et la prochaine attaque, c'est le village lui-même. Le fonds d'indemnisation à Qaryut, les réseaux WhatsApp à Beit Lid, les patrouilles de nuit à Sinjil : chaque village trouve sa propre réponse à la même question : comment protéger ce qui vous appartient quand personne d'autre ne le fera ?

Alors que je quitte le site de Sinjil, une équipe termine son service tandis qu'une autre arrive. Un petit groupe se rassemble à l'intérieur de la tente pour un bref passage de relais, au cours duquel un jeune homme transmet le registre de service et informe l'équipe qui arrive de ce qui a été observé au cours des dernières heures. Le groupe sortant s'écartere pour laisser la nouvelle équipe s'installer ; certains arrivent avec des bouteilles de boissons énergisantes et des cigarettes, qu'ils posent sur la table. La nuit, comme toutes les nuits, n'est pas finie.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2026/04/28